

Les émirats kurdes, de l'autonomie à la centralisation ottomane

Hamit Bozarslan

Maître de conférence à l'École des hautes études en sciences sociales

Les quelque vingt-cinq à trente millions de Kurdes, répartis entre plusieurs pays du Proche-Orient, sont souvent présentés comme le plus grand peuple sans État de la terre. Sont-ils pour autant sans histoire ? Ne s'inscrivent-ils pas dans une histoire proche-orientale qui, pendant plus d'un millénaire, ne fut pas l'histoire des États ou des « nations », encore moins des nationalismes, mais bien des empires supranationaux ? Hamit Bozarslan répond pour nous aujourd'hui à ces questions.

On connaît peu de chose des origines des Kurdes, et les spécialistes ont tour à tour évoqué les Mèdes, les Scythes ou les Kardouks comme leurs ancêtres. Dès le VIII^e siècle de notre ère, les chroniqueurs arabes les mentionnent comme un groupe distinct. Leur langue – plusieurs dialectes – constitue sans doute l'un des éléments d'une culture qui produit ses premières œuvres au XIII^e siècle, et dont la richesse repose d'une part sur une littérature orale et une musique très riches, d'autre part sur une littérature savante et d'autres formes de création artistique, comme le théâtre et le cinéma.

L'apparition des émirats kurdes

La première apparition des Kurdes comme tels dans les chroniques historiques date des VII^e-VIII^e siècles. Cette période est marquée par une double tendance contradictoire : par son appel d'égalité devant Dieu, l'islam sert de dynamique unificatrice et s'impose rapidement comme une force conquérante. Parallèlement, cependant, le Proche-Orient reste le théâtre de dynamiques centrifuges. Les chances de la réussite de la *da'wa*, l'appel religieux, de s'imposer comme la *lingua franca* d'une région aujourd'hui connue comme le Moyen-Orient, passent par sa capacité d'intégrer les diverses *asabiyya*, les solidarités de groupes, des simples tribus aux communautés ethniques et confessionnelles. Il s'agit là des prémices d'empire combinant, comme le soulignait Hans Kohn dans les années 1940, « l'universalisme par en haut et le système d'autonomie locale et professionnelle par en bas ». En tant que centre – palais, bureaucratie, école des lettrés – l'empire construit un cadre universel, sans imposer une temporalité unique, laissant par là une large autonomie aux groupes périphériques. Ainsi, les dynamiques centrifuges qui viennent du bas et les exigences de sécurité qui s'imposent du haut contribuent à l'autonomisation, voire à l'émergence d'un monde de « mosaïques ».

C'est dans ces conditions qu'émergent les *émirats* – principautés – kurdes qui s'inscrivent dans un cadre universel impérial omeyyade et abbaside d'abord, seldjoukide ensuite. On dispose de peu d'informations ; l'un d'entre eux, qui s'impose comme un État indépendant et qui contrôle de vastes régions peuplées aujourd'hui de Kurdes, fait cependant objet d'une chronique détaillée d'Ibn 'ul Arzak (XII^e siècle) : l'État marwanide (983 à 1085) – situé dans l'actuelle province de Diyarbakir,

avec pour capitale Meyasarqin – dont les princes font concurrence aux autres dans la promotion des arts et des sciences.

La dynamique kurde ne se manifeste cependant pas uniquement par la formation d'émirats indépendants ou autonomes. Dans une logique toute prétorienne, des dynasties kurdes, chargées de la protection de tel prince ou de telle forteresse, voient le jour, ne connaissant souvent qu'un destin local, laissant tout au plus quelques traces dans des chroniques. D'autres, comme celle de Salah al-din bin Ayyûb qui, après la mort de son maître Nur'al-Din, s'empare d'abord du pouvoir, ensuite, de Jérusalem (1187), devenant ainsi le défenseur de l'islam contre les croisés chrétiens, se singularisent.

La fin de l'Empire seldjoukide (Xe-XIIIe siècles) laisse le champ libre à de multiples forces, dont les émirats kurdes, qui renforcent leur emprise sur des territoires de plus en plus fragmentés. La plupart se légitiment, non par un lien de sang, mais par leur capacité d'assurer la sécurité, notamment celle des routes et du commerce, et la justice. Le *Charaf-Nameh* – écrit par le descendant de l'un de ces émirs, celui de Bidlis en 1699 – trace le passé mi-mythifié mi-documenté de ces émirats.

Les Kurdes et la pax ottomanica

Les émirats survivent aux troubles qui secouent le Proche-Orient durant plusieurs siècles. Au XVIe siècle, ils se trouvent en pleine guerre entre l'Empire ottoman, « la troisième Rome » qui, désormais, réalise son extension vers l'est, et la Perse, dominée par les Safavides – dynastie également d'origine turque. La première de ces puissances est sunnite et, à ce titre, s'inscrit en même temps dans la continuité des anciens empires musulmans, la deuxième est chiite. Une partie non négligeable des Turkmens, et probablement aussi la *reaya*, la paysannerie kurde, trouvent dans le chiisme aux accents messianiques un langage légitimant la contestation du pouvoir ottoman. Si certains émirats choisissent le camp persan, une coalition de seize d'entre eux, conduite par le savant Idris-î Bidlisî, négocie avec Constantinople. En 1514, ils apportent leur soutien au sultan Selim en contrepartie de leur autonomie totale et de la préservation de leurs droits héréditaires. Les forces ottomanes, ainsi renforcées, parviennent à réprimer la contestation qui secoue l'Anatolie – quelque quarante mille personnes sont tuées – et, lors de la bataille de Tchaldiran, s'imposent contre les Persans.

Un siècle après, en 1639, le traité de Qasr-i Chirin met un terme aux conflits ottomano-persans, mais ne modifie pas le statut des Kurdes. Certes, les deux centres sont présents militairement dans les régions kurdes, et administrativement à travers des gouvernorats et de multiples domaines impériaux. Cependant, en Perse, plusieurs entités autonomes kurdes, dont l'émirat d'Ardalan, persistent. Du côté ottoman, si certains émirats sont usés par le temps, d'autres émergent : sans statut autonome, ils agissent dans les faits comme quasi indépendants. Nombre d'entre eux, tels ceux de Botan, de Bidlis, de Soran... perdurent jusqu'au milieu du XIXe siècle.

Ces émirats reproduisent localement le modèle ottoman de cour : ils se basent sur l'imaginaire du pouvoir tel que l'enseignent les traités politiques musulmans. Stratifiés, ils sont dominés par le *mir* ou émir, puis le vizir qui fait office de Premier ministre, les deux fonctions étant héréditaires. Dans l'organigramme de l'émirat de Baban, par exemple, figurent ensuite le *selikdar* ou « porteur d'épée », le maître des cérémonies, l'*agha* chargé du contrôle des espaces domestiques de la cour, le maître d'écurie et l'astrologue. Les tribus, composantes importantes de l'organisation sociale kurde, sont largement inféodées à l'émir. Les religieux, intégrés dans le système, sont fonctionnarisés. Quant à la *reaya*, la paysannerie, elle figure au bas de l'échelle. Mais ici comme ailleurs dans l'Empire ottoman, le pouvoir politique et économique s'exerce surtout depuis les centres urbains. Qui dit ville, dit aussi présence des communautés non musulmanes, notamment arméniennes et assyro-chaldéennes. Celles-ci, pour l'essentiel rurales, fournissent un artisanat urbain spécialisé dans de nombreux métiers. Doublement taxées – elles sont obligées de s'acquitter également du *djizya*, impôt payé primordial de l'Empire ottoman et des régions kurdes.

Ébranlement de l'ordre ottoman

Cette forme d'organisation politique et sociale est radicalement bouleversée au cours du XIXe siècle. Il n'est pas lieu ici de discuter du long déclin ottoman qui s'étale sur plus d'un siècle pour donner naissance à de multiples entités étatiques au XXe siècle. Contentons-nous de préciser que le sentiment du déclin pousse l'élite ottomane à regarder vers l'ouest et à comprendre les raisons de ses succès économiques et, naturellement aussi, militaires. Rapidement, le consensus se fait autour d'une idée simple : la force de l'Occident ne réside pas uniquement dans sa supériorité technologique, mais aussi dans sa gestion politique, juridique et administrative. La « classe dirigeante » ottomane, le palais et la haute bureaucratie se trouvent alors pris par une urgence : la survie de l'empire dépendra de sa capacité à s'adapter à l'Occident, en comprimant l'historicité pluriséculaire en quelques décennies. L'édit impérial sur la réorganisation de l'empire ou *Tanzimat* du 1839 est l'affirmation publique de cette volonté de survie.

La centralisation, notamment de la partie orientale, est au cœur des réformes qui visent à abolir tout statut juridique dérogatoire et à assurer l'égalité des sujets ottomans devant la loi. La nouvelle administration civile, largement calquée sur celle de la France, et le corps militaire qui, après bien d'aléas, prend l'armée prussienne comme modèle, constituent les piliers de ce nouvel ordre étatique.

Les émirats kurdes sont dès lors condamnés à disparaître. De vastes campagnes militaires sont lancées afin de détruire leur autonomie. Les lettres du maréchal von Moltke, alors conseiller de l'armée ottomane, attestent l'ampleur des destructions humaines et matérielles de ces opérations. Ainsi, de 1806 à 1880, tous les émirats sont démantelés et, pour utiliser l'expression de l'historien soviétique S. Lazarev, « la deuxième conquête ottomane du Kurdistan » achevée.

Pour plusieurs raisons, cependant, ce démantèlement ne donne pas les résultats escomptés. En premier lieu, la destruction d'un émirat provoque de sérieux problèmes d'insécurité. Profitant du vide d'autorité qui se crée, la force armée ottomane, mal entretenue, parfois elle-même affamée, se livre aux pillages, provoquant ainsi de nouvelles résistances. De plus, si les émirats défaits sont souvent accueillis au palais avec les cérémonies dues à leur rang et se voient gratifiés des titres et honneurs impériaux, tel n'est pas le cas de la *reaya* qui est soumise à une lourde taxation et au recrutement forcé. Celle-ci renforce alors les rangs d'un autre prétendant à l'émirat, alimentant ainsi pendant près de huit décennies l'appel de l'insurrection. L'exemple de Mohammed Ali, qui instaure une dynastie en Égypte et menace à un moment donné l'autorité ottomane en Anatolie même, pousse d'ailleurs nombre de chefs kurdes à envisager de constituer un État souverain. Ainsi voient le jour des mini-États qui défient le contrôle du centre et qui résistent parfois pendant une décennie aux assauts militaires ottomans.

En deuxième lieu, les émirats parvenaient à contrôler les multiples dynamiques centrifuges, notamment tribales, en œuvre dans la société kurde. Dominant chacun un territoire, ils étaient à même d'imposer, par la force ou par la négociation, leur autorité à ces groupes de solidarité souvent hiérarchisés. Leur destruction crée un vide d'autorité que l'administration civile et militaire ottomane est incapable de combler. Ainsi, comme le raconte le voyageur français Ubicini, à quelques dizaines d'entités plus ou moins structurées qui existaient auparavant se substituent, dans la deuxième partie du XIXe siècle, quelque mille entités indépendantes kurdes. La politique de centralisation produit donc une décentralisation violente d'une ampleur inédite dans la région.

En troisième lieu, les déboires frontaliers de l'empire se complexifient dans la mesure où la Russie s'impose depuis les années 1820 comme une puissance caucasienne. Moscou exerce une réelle influence en Perse et comprend l'importance de la « carte kurde » dans les conflits qui l'opposent à Constantinople. Les tribus révoltées, souvent à cheval sur trois frontières, peuvent alors les traverser, se ressourcer de l'« autre côté » et revenir ensuite à leur guise.

Enfin, le palais introduit sa politique de centralisation à l'âge dit du « réveil des nationalités ». Dans les Balkans et en Anatolie, l'empire est en effet défié par des revendications d'émancipation

des communautés chrétiennes et des communautés musulmanes non turques. Les Arméniens soumis à la fois à la domination ottomane et la domination kurde, et partant, à une double imposition et à une double juridiction, l'une et l'autre arbitraires, constituent la principale communauté chrétienne de la région kurde. L'intelligentsia arménienne, influencée par les courants socialistes et nationalistes européens, donne naissance à plusieurs comités révolutionnaires. Tout en cherchant l'égalité des citoyens au sein de l'Empire ottoman et en collaborant avec les opposants turcs du régime, ceux-ci ont les yeux tournés vers la Russie et vers l'Europe pour obtenir des réformes.

La politique kurde d'Abd ül Hamid II, ou comment renforcer le centre par les dynamiques centrifuges

C'est dans ce dernier élément que le sultan Abd ül Hamid II (1876-1909) trouvera son principal atout pour renforcer son autorité sur les Kurdes. C'est aussi là qu'il révélera la sinistre perspicacité de sa technique du pouvoir.

Tout en étant conscient de l'importance de la turcité pour l'Empire ottoman, Abd ül Hamid se présente comme le défenseur de l'unité de la *umma*, la fraternité religieuse musulmane. Dans sa technique du pouvoir, il cultive une relation paternaliste avec les communautés musulmanes non turques, dont les Kurdes. Une fois réprimée leur dernière révolte, celle du cheikh Ubeydullah au Kurdistan d'Iran en 1880, le sultan met en place un double dispositif. Tout d'abord, il inaugure, à Constantinople, une école du palais ouverte aux enfants des chefs des tribus kurdes. Gages de loyauté de leur père au sultan, ceux-ci sont formés comme futurs cadres administratifs de la région kurde. Deuxième dispositif, il organise certaines tribus kurdes en brigades dites « de Hamidiyye », placées sous l'autorité plutôt évasive d'un général proche du sultan. Les tribus ainsi embrigadées obtiennent des ressources financières et militaires importantes et des titres honorifiques. Par le biais du recrutement sélectif, le sultan parvient à empêcher toute unité entre les tribus kurdes, et à transformer leur ancien conflit avec le pouvoir central en un conflit intra-kurde. Il se dote également d'une force d'appoint contre toute tentative russe dans la région.

Mais le principal atout pour le sultan, c'est l'utilisation de ces brigades contre les comités et, au-delà, la population arménienne. Comme le montrent de très nombreux documents diplomatiques, elles participent en effet très activement aux massacres des Arméniens qui font, entre 1894 et 1896, quelque cent mille morts. Les tribus s'emparent en outre des terres arméniennes, provoquant par là la fameuse « question agraire » et unetration ottomane, scandalisent l'intelligentsia kurde de la fin du XIXe siècle qui prône l'unité kurdo-arménienne de même que les autres opposants au régime, de toutes les nationalités ottomanes. Mais ils scellent l'alliance entre le palais et certaines tribus kurdes, laquelle ne sera ébranlée que lors du détronement d'Abd ül Hamid II en 1909.

La suite de cette histoire sera marquée par le démembrement de l'Empire ottoman, le partage des Kurdes entre les États nouveaux au XXe siècle. Ainsi, le XIXe siècle n'a pas seulement été celui du déclin ottoman, mais également la fin d'une période millénaire du Proche-Orient marquée par une logique impériale.

Inégalitaire, dominatrice, despotique et par moments très coercitive, la « solution Empire » n'en parvint pas moins, durant un millénaire, à intégrer et par là à pacifier les multiples dynamiques centrifuges qui traversaient le Proche-Orient. La stratification entre les communautés qui la composaient empêchait l'émergence de l'individu entendu comme citoyen ; elle n'écartait pas pour autant des formes de civilité qui permettaient la paix interne. Les projets centralisateurs mis en œuvre en XIXe siècle non seulement ont échoué – ils n'ont pas permis le « sauvetage » de l'empire et les États qui en sont issus, affaiblis, ne sont guère stables – mais ils ont surtout attisé les dynamiques centrifuges, ruinant également sur leur passage les formes de civilisation existantes.

Hamit Bozarslan

Mai 2001

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Islam des Kurdes
Sous la direction de M. van Bruinessen
In Numéro spécial de la revue Les Annales de l'Autre islam, n° 5, 1998.



La question kurde. États et minorités au Moyen-Orient
Hamit Bozarslan
Presses de Sciences-Po, Paris, 1997



A Modern History of the Kurds
David McDowall
I.B. Tauris, Londres, 1996